



ARRÊTÉ (CJ-PDTE-2019-04) PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

LA PRÉSIDENTE DE L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE

VU le Code de l'Education, et notamment ses articles L.712- 2 et L.713-3 du Code de l'Education,
VU l'arrêté du 29 décembre 2009 modifiant l'annexe de l'arrêté du 26 décembre 2008 fixant la liste des établissements publics bénéficiant des responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L.712-9, L.712-10 et L.954-1 à L.954-3 du Code de l'Education,
VU la délibération du Conseil d'administration de l'Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3 du 18 octobre 2013 portant adoption du nouveau nom d'usage d'établissement Université Bordeaux Montaigne,
VU la délibération du Conseil d'administration de l'Université Bordeaux Montaigne du 18 décembre 2015 portant adoption de la politique d'achat,
VU les statuts en vigueur de l'Université Bordeaux Montaigne,
VU l'arrêté du 6 juin 2018 proclamant Mme Linda Lawrance élue aux fonctions de directrice du DEFLE,
VU l'arrêté du 16 avril 2019 portant nomination de M. Florent Celle aux fonctions de directeur adjoint du DEFLE,

ARRÊTÉ

Article 1:

Délégation de signature est donnée à Madame Linda Lawrance, à l'effet de signer (ou de valider dans le système d'information dédié) au nom de la présidente de l'Université Bordeaux Montaigne, pour les affaires concernant la composante DEFLE les actes suivants:

1- En matière de marchés publics :

- tous les marchés publics ainsi que les décisions d'exécution afférentes (telles que listées ci-après), dont les montants sont inférieurs au ¹seuil de dispense de procédure en vigueur fixé par décret du Conseil d'Etat à la date de signature du marché, dont le financement est imputé sur l'unité budgétaire (UB) 907 dans la limite des crédits ouverts au budget annuel ;
- les décisions d'exécution (telles que listées ci-après) afférentes aux marchés dont les montants sont supérieurs au seuil de dispense de procédure, tels que signés par la Présidente de l'Université Bordeaux Montaigne.

➤ Les décisions d'exécution des marchés désignent, dans le cadre de la présente délégation, les actes suivants :

- ordre de service ;
- bon de commande ;
- procès-verbal d'admission des fournitures ou des services ;
- réception des travaux : procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- réception des travaux : proposition du maître d'œuvre ;
- réception des travaux : décision de réception ;
- réception des travaux : décision de non-réception ;
- réception des travaux : procès-verbal de levée des réserves ;

¹ à la date d'édition du présent arrêté, le décret en vigueur est le décret n°2015-1163 du 17 septembre 2015 fixant le seuil de dispense de procédure à 25 000 € H.T. pour application à compter du 1^{er} octobre 2015.

- réception des travaux : propositions du maître d'œuvre et décision du maître de l'ouvrage relatives à la levée des réserves ;
- déclarations de sous-traitance.

▪ les actes liés aux procédures achat des marchés subséquents tels que les lettres de rejet.

2-En matière administrative :

• pour les affaires relevant de la gestion administrative de la composante:

- octroi des congés annuels, autorisations d'absence, octroi des R.T.T. octroi des congés annuels, autorisations d'absence pour les personnels titulaires et contractuels affectés à la composante, compte-rendu d'entretien professionnel de personnels BIATSS de la composante.

- les ordres de mission ponctuels et permanents ainsi que les autorisations d'utilisation du véhicule personnel, à l'exception des déplacements à l'étranger (hors pays de l'union européenne et hors pays de l'espace économique européen).

• pour les affaires ayant trait à la scolarité des usagers:

-attestations de réussite aux diplômes.

-relevés de notes.

- octroi du régime spécial d'études et d'examens.

- dispenses d'assiduité.

Article 2:

En cas d'absence ou d'empêchement de la personne désignée à l'article 1 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Monsieur Florent Celle, professeur agrégé assurant les fonctions de directeur adjoint du DEFLE à l'effet de signer (ou de valider dans le système d'information dédié) au nom de la présidente de l'Université Bordeaux Montaigne les actes énoncés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3:

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées aux article 1 et 2 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Madame Agnès Laborde, responsable administrative du DEFLE à l'effet de signer (ou de valider dans le système d'information dédié) au nom de la présidente de l'Université Bordeaux Montaigne les actes énoncés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4:

Chaque délégataire est tenu, à peine de retrait immédiat de la délégation qui lui est consentie, de produire sans délais auprès de la direction générale des services de l'université un spécimen de sa signature manuscrite.

Article 5 :

Toute subdélégation de signature est prohibée.

Article 6:

Chaque délégataire rend compte de manière exhaustive et à toute requête de l'autorité délégante de l'utilisation qu'elle fait de la présente délégation, en vue du rendu compte par le délégant au conseil d'administration des actes pris en vertu de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président de l'Université Bordeaux Montaigne, conformément à l'article L.712-3 du Code de l'éducation.

Article 7:

Le présent arrêté est soumis à publicité. Il fait l'objet d'une publication conformément aux statuts de l'Université Bordeaux Montaigne susvisés.

Article 8:

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de sa publication et de sa transmission au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur d'académie de Bordeaux, chancelier des universités d'Aquitaine.

Elles abrogent tout arrêté de délégation de signature antérieur au bénéfice des mêmes délégataires. Elles prendront fin, au plus tard, en même temps que les fonctions du délégant ou des délégataires.

Article 9:

Le directeur général des services et l'agent comptable de l'Université Bordeaux Montaigne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Pessac, le 16 avril 2019.

La Présidente
de l'Université Bordeaux Montaigne,



Hélène VELASCO-GRACIET.

Publié le:

19 AVR 2019

Transmis au recteur chancelier des universités le:

19 AVR. 2019

Destinataires:

- Rectorat de l'Académie de Bordeaux.
- Délégataires.
- Agence Comptable.
- Direction des affaires financières.